

NOUVELLE APPARITION DE BOUTEFLIKA À LA TÉLÉ

Des images peu rassurantes

Le président Bouteflika, candidat à sa propre succession pour la troisième fois de suite, est apparu mardi à la télévision publique, recevant en audience son vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'ANP, le général Ahmed Gaïd-Salah. C'est, pour Bouteflika, faute de pouvoir faire mieux, une manière d'aspirer à une visibilité durant la campagne électorale, avec cependant le risque d'incidence négative.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'audience accordée à Gaïd-Salah est incontestablement un prétexte à une furtive incursion dans le domaine du visible. Ceci transparait, au demeurant, assez nettement à travers l'objet de la réunion : le point de la situation sécuritaire au niveau des frontières. Toutes les audiences

accordées au chef d'état-major de l'ANP, depuis le séjour hospitalier aux Invalides, en France, ont eu, officiellement, le même ordre du jour. L'expression, chez Bouteflika, d'un tel souci est porteuse en cette période mais en même temps prémunit contre le soupçon de complicité électorale entre les deux hommes.

Seulement, les séquences télévisuelles des conclaves qui mettent en évidence Bouteflika et son hôte s'avèrent électoralement contre-productive. Encore davantage l'image dans laquelle Bouteflika est apparu mardi. L'image n'est point rassurante. Elle dément les assertions de ses nombreux thuriféraires qui suggéraient que l'état de santé du candidat est en continue amélioration.

L'impression qui s'en dégage de la courte séquence diffusée est que l'état de santé de Bouteflika s'est détérioré depuis son apparition avec Mourad Medelci au Conseil constitutionnel. Ce jour-là, Bouteflika a manqué de peu de

prononcer une phrase complète. Le téléspectateur a pu du moins saisir le sens du bout de phrase prononcée pendant 14 secondes. Mardi, Bouteflika était loin de cette performance : sa voix était inaudible, quasiment éteinte, les traits de son visage encore plus marqués que la dernière fois et le geste encore plus lent. Il va sans dire qu'un tel état d'impotence ne travaille pas sa campagne électorale, sous-traitée à des courtisans de tous bords.

D'ailleurs, ces derniers peinent à mobiliser un électorat chez qui le sentiment d'une mascarade électorale en préparation est allé crescendo. La tâche n'est pas des plus

aisées, d'autant que les apparitions télévisuelles de Bouteflika renforcent chez une large opinion la certitude que l'homme est incapable de gouverner, d'assurer ne serait-ce qu'un minimum des lourdes charges que suppose la fonction présidentielle.

Des courtisans, mal inspirés, ont beau vouloir expliquer qu'un président travaille avec sa tête et non avec ses pieds mais en vain. C'est fort peu convaincant. L'argument apparaît tenu dès qu'il est confronté à l'image d'un Bouteflika impotent, ne pouvant ni soutenir une discussion, encore moins se mouvoir.

S. A. I.

ALI BENFLIS À CHLEF ET SÉTIF :

«Ceux qui ont détourné l'argent public seront traduits devant la justice»

Le candidat Ali Benflis a décidé de traduire devant la justice toute personne ayant détourné des deniers publics. Un engagement pris, hier matin, face aux habitants de la ville de Chlef. Dans l'après-midi, à partir de Sétif, il a annoncé la création d'une institution indépendante chargée de la prospective et de l'analyse.

De nos envoyés
spéciaux à Chlef,
Tarek Hafid et Samir Sid

Pas question d'amnistier les auteurs de détournement de deniers publics. C'est l'engagement pris, hier matin, par le candidat Ali Benflis lors d'un discours prononcé à Chlef. «L'argent public est sacré, il appartient au peuple algérien. Nous donnerons les noms de tous ceux qui ont détourné les deniers publics. Nous les dénoncerons au peuple. Ils seront traduits devant la justice et devront tout rembourser», a déclaré Benflis dans un meeting animé à la maison de la culture de Chlef.

Un message politique adressé directement aux membres du camp de son adversaire, Abdelaziz Bouteflika. Outre une lutte active contre la corruption, le candidat Benflis s'est engagé à légiférer pour consacrer la neutralité de l'administration. «L'administration doit être au service de tous les citoyens algériens et non pas au service d'une minorité au pouvoir et à leurs amis. La continuité de l'Etat ne peut être assurée que par la neutralité de cette même administration. Mais pour cela, il est nécessaire de libérer ses cadres et ses

agents afin qu'ils n'agissent qu'en se référant à la loi et à leur conscience. Afin de leur assurer une protection totale, je ferai voter une loi pour consacrer les statuts des walis, des chefs de daïra et des présidents d'APC».

Il dénoncera à ce titre les «pressions» exercées sur les walis à l'approche de l'élection présidentielle. «Je sais que les walis sont sous pression afin de les impliquer dans les opérations de fraude. Leurs responsables sont des peureux car les directives ne sont pas transmises par circulaires. Ils donnent des ordres par téléphone pour ne pas laisser de traces écrites».

Benflis estime néanmoins que «la stratégie de fraude» peut être contrée cette fois-ci grâce à l'implication des citoyens. «Pour le protecteur des droits de l'Homme que je suis, je considère qu'un bureau de vote est un lieu sacré, inviolable. Il est tels une maison, un foyer. Imaginez que vous soyez chez vous, avec votre famille et qu'une personne pénètre par effraction pour vous porter préjudice. La fraude est semblable à cela et je sais que les Algériens sont totalement contre. Ils vont protéger leurs voix». A Chlef, Ali Benflis a tenu à laver l'affront commis en 2005 par

Abdelaziz Bouteflika lors de la campagne pour le référendum de la réconciliation nationale. Lors d'un meeting animé à Chlef, le président sortant avait émis des doutes sur la participation des habitants de cette région à la lutte contre le colonialisme. «Comment peut-on insulter une région qui a tant donné à l'Algérie. Comment oublier les enfumades du Dahra de 1845 et les milliers de chahids à l'instar de Hassiba Ben Bouali ou des deux sœurs Adidou. Demandez à celui qui vous a insulté de la sorte de dire combien de martyrs a donné sa famille à l'Algérie. Je n'oserai jamais tenir de tels propos car j'ai été élevé à l'école des Chouhada».

Après Chlef, Ali Benflis s'est dirigé vers Sétif pour le second meeting de la journée. Il a été accueilli dans la salle omnisports du complexe du 8-Mai-1945 par des centaines de sympathisants. Là encore, le candidat a axé son discours sur la fraude.

«Ils ont élevé la fraude, la corruption et la tricherie au rang de constante nationale. Le 17 avril, nous ferons en sorte de contrer leurs manœuvres. Et sachez qu'ils ont peur car ils nous savent déterminés. Il présentera également un projet de révision du statut de la Fonction publique pour «améliorer les conditions socioprofessionnelles des cadres de l'Etat et des fonctionnaires» ainsi que la création d'une «institution indépendante pour la prospective et l'analyse». «Cette structure ne sera placée sous aucune tutelle politique. Elle sera neutre et indé-



Benflis axe son discours sur la fraude.

pendante et mettra à la disposition du gouvernement, des partis politiques et de la société civile, des chiffres réels sur la situation socioéconomique de l'Algérie». Cette initiative vise à dissiper les doutes qui pèsent sur les données chiffrées mises en avant par les pouvoirs publics.

Notons que le candidat a poursuivi sa tournée dans la wilaya de Sétif par une visite dans la ville d'El Eulma. Les prochains jours s'annoncent particulièrement chargés puisqu'il sera aujourd'hui à Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen, vendredi à Ghardaïa et Laghouat puis samedi à Tizi-Ouzou et Bouira.

T. H.

FAOUZI REBAÏNE À EL TARF :

«Nous refusons que le système nous impose un homme malade»

Seconde sortie publique, ce jeudi, pour le candidat Ali Benflis depuis l'annonce de sa candidature à la présidentielle du 17 avril prochain. Après avoir rencontré, samedi dernier, ses responsables de campagne au niveau des wilayas du pays, l'ex-chef de gouvernement et ex-secrétaire général du FLN présidera, demain, une importante réunion qui le regroupera avec un grand nombre de parlementaires des deux Chambres.

«Les prémices d'un changement intégral du système politique sont en train de se faire jour et de germer, au cours de cette campagne électorale. La mise en place d'organisations de jeunes anti-système refusant ses pratiques éculées et ses idées et ce,

nonobstant le fait que ledit système a usé et use de tous les moyens possibles pour imposer ses options», martèlera Ali Faouzi Rebaïne lors d'un meeting tenu, hier matin, au niveau de la salle de la maison de jeunes El Bachir El Ibrahim, sise dans la

commune de Bouhadjar. Et ajoutera, avec empoigne, que «la volonté inextinguible des jeunes atteindra ses objectifs pour la raison simple : cette frange est composée d'intellectuels et est exclue depuis l'Indépendance des postes de responsabilité». Abordant le sujet actuel des élections, Rebaïne dira que «depuis l'Indépendance nous nous sommes habitués à des élections truquées et je ne m'attends pas à ce que ces élections soient transparentes mais j'ai confiance en notre peuple qui pourrait changer la donne et les pronostics en

imposant ses choix à ce système par le refus de son candidat. Ce système a dépassé toutes les lignes rouges en imposant au peuple un homme malade. Les élections du 17 avril sont fermées comme les précédentes et les garanties pour qu'elles soient transparentes, ouvertes et honnêtes ne sont pas réunies». Concernant la dernière sortie médiatique de l'ex-président Zeroual, le leader de AHD 54 dira que «Zeroual a commis d'innombrables fautes et particulièrement en jetant l'éponge à une période cruciale du pays. Il a déserté ses

responsabilités vis-à-vis de son peuple et n'a pas fourni d'explications sur sa démission. Hamrouche, de son côté, aurait dû rester chez lui au lieu de parler et d'user du même discours que celui du système en place».

Pour le déroulement de la campagne électorale, Rebaïne estimera que «le système emploie le discours de la peur qui est axé résolument sur la stabilité et la sécurité».

«En ce qui me concerne, je réfléchis sur l'après 17 avril et sur la destinée et l'avenir du pays.»

Daoud Allam